

## ISAE-ENSMA CHARTRE ANTI -PLAGIAT 2024-2025

« Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 8 juillet 2019,  
Vu le Code de l'éducation,  
Vu le Décret n° 2016-1782 du 19 décembre 2016 relatif à l'Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers,  
Vu les statuts adoptés par le Conseil d'Administration du mercredi 18 janvier 2017,  
Vu le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration du 24 juin 2022,  
Vu la délibération du Conseil d'administration adoptant la présente charte du 22 Juin 2024  
»

L'ISAE-ENSMA, de manière à garantir la qualité de ses diplômes, est engagé contre le plagiat.

Le plagiat consiste à reproduire tout ou partie d'un texte ou de toute production littéraire, artistique, scientifique ou graphique, ou à paraphraser un texte sans citer son auteur.

Le plagiat constitue une atteinte aux droits d'auteurs et à la propriété intellectuelle, assimilable à un délit de contrefaçon défini dans le code de la propriété intellectuelle.

Les élèves de l'ISAE-ENSMA s'engagent à ne pas commettre de plagiat dans l'ensemble de leurs travaux.

Lorsque les élèves s'appuient sur des travaux existants, ils doivent faire apparaître distinctement leur emprunt par :

- L'usage de guillemets,
- La mention de leur l'auteur et de la source de l'emprunt.

L'ISAE-ENSMA se réserve le droit de vérifier que les élèves n'ont pas eu recours au plagiat par tout moyen technique à sa disposition. Sont concernées, entre autres, les plateformes anti-plagiat, les bases de données, les solutions ayant recours à des intelligences artificielles.

Sur demande de l'ISAE-ENSMA, les élèves s'engagent à transmettre leurs travaux au format numérique avant leur publication. Les formats autorisés pour permettre l'analyse anti-plagiat sont .PDF, DOC, DOCX, ODT.

En cas de non-respect de la présente charte, les élèves seront traduits devant la section disciplinaire.

Les sanctions disciplinaires applicables aux usagers des établissements publics d'enseignement supérieur, susceptibles d'être infligées par la Section disciplinaire, sont :

- L'avertissement,



- Le blâme,
- L'exclusion de l'établissement pour une durée maximale de cinq ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans. Celle-ci entraîne en outre l'incapacité de prendre des inscriptions dans le ou les établissements publics dispensant des formations post-baccalauréat et de se présenter à des examens sanctionnant ces formations,
- L'exclusion définitive de l'établissement,
- L'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximale de cinq ans,
- L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur.

Si le dossier est transmis à la Section disciplinaire, aucun certificat de réussite, ni de relevé de notes ne peut être délivré à l'élève incriminé avant que la Section disciplinaire ait statué.

La procédure disciplinaire n'exclut pas d'éventuelles poursuites judiciaires dans le cas où le plagiat en cause peut être entendu comme une contrefaçon au sens du code de la propriété intellectuelle.

### **Publication et exécution du présent règlement**

La présente charte entre en vigueur pour l'année universitaire 2024-2025 au jour de sa publication au Recueil des actes administratifs.

### **Voies et délais de recours**

Si vous estimez que cet acte est irrégulier, vous pouvez former, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit un recours administratif, qui peut prendre la forme d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou celle d'un recours hiérarchique devant l'autorité hiérarchique compétente.

Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la publication du présent acte si vous souhaitez pouvoir former ensuite un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours administratif.

Le recours administratif est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration. Vous disposez alors d'un délai de deux mois pour former un recours contentieux.

Si une décision expresse de rejet vous est notifiée dans les quatre mois suivant la réception de votre recours administratif par l'administration, vous disposerez alors d'un délai de deux mois, à compter de la notification de cette décision expresse, pour former un recours contentieux.

- soit un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers par requête déposée auprès de la juridiction (sis au 15 Rue de Blossac, 86000 Poitiers) ou au moyen de l'application Télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Charte soumise au  
Conseil d'Administration de l'ISAE-ENSMA  
Le 22 Juin 2024

Délibération et annexe transmises à Madame la Rectrice de la région académique Nouvelle-Aquitaine, Rectrice de l'Académie de Bordeaux, Chancelière des Universités, le 01/07/2024, en application de l'article L711-8 du Code de l'éducation.